



**FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE
COOPERATION ECONOMIQUE**

FAGACE



**RAPPORT ANNUEL
2014**



Siège du FAGACE

ORGANISME PUBLIC INTERNATIONAL

Boulevard CEN - SAD 01 BP 2045 COTONOU (BENIN) Tél: (229) 21 30 03 76 / 21 30 08 77 Fax: (229) 21 30 02 84
E-mail: courriel.fagace@le-fagace.org ; fagace_dg@yahoo.fr

www.le-fagace.org



FAGACE



UNE INSTITUTION FINANCIÈRE INTERNATIONALE AU
SERVICE DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

www.le-fagace.org

SOMMAIRE

PAGES

| | |
|---|----|
| <i>Mot du Président</i> | 5 |
| 1. Présentation du FAGACE | 6 |
| 2. Organes | 9 |
| 3. Contexte économique international et situation en Afrique | 11 |
| 4. Activités de l'exercice | 14 |
| 4.1. Réunions des Instances | |
| 4.2. Activités de la Direction Générale | |
| 4.2.1. Activités administratives | |
| 4.2.2. Activités juridiques | |
| 4.2.3. Activités opérationnelles | |
| 4.2.4. Coopération et Communication | |
| 4.2.5. Activités de la Représentation Régionale en Afrique Centrale | |
| 4.2.6. Situation financière | |
| 5. Annexes | 31 |
| 5.1. Organigramme du Fonds | |
| 5.2. Bilan et comptes annexes | |
| 5.3. Lettre de certification du Commissaire aux comptes | |

Liste des abreviations

| | |
|------------------------|---|
| AFD | Agence Française de Développement |
| ASE | Structure d'Appui au Services et Entreprises |
| BACB | Banque Agricole et Commerciale du Burkina |
| BACI | Banque Atlantique de Côte d'Ivoire |
| BAD | Banque Africaine de Développement |
| BCB | Banque Commerciale du Burkina |
| BDEAC | Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale |
| BFA | Banque Pour le Financement de l'Agriculture |
| BIA-Niger | Banque Internationale pour l'Afrique au Niger |
| BIB | Banque Internationale du Burkina |
| BIBE | Banque Internationale du Bénin |
| BICEC | Banque Internationale pour le Crédit et l'Epargne au Cameroun |
| BICIA-B | Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina |
| BICIS | Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal |
| BID | Banque Islamique de Développement |
| BIDC | Banque d'Investissement pour le Développement de la CEDEAO |
| BIM | Banque Islamique de la Mauritanie |
| BIS | Banque Islamique du Sénégal |
| BNDA | Banque Nationale de Développement Agricole |
| BOA | Bank Of Africa |
| BOAD | Banque Ouest Africaine de Développement |
| BRD | Banque Rwandaise de Développement |
| BRIC | Banque Régionale d'Investissement de la CEDEAO |
| BRVM | Bourse Régionale des Valeurs Mobilières |
| BSIC | Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce |
| BST | Banque Sénégal-Tunisienne |
| BTCI | Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie |
| BTP | Bâtiment Travaux Public |
| CBAO | Compagnie Bancaire pour l'Afrique de l'Ouest |
| CBCA | Commercial Bank of Cameroun |
| CEDEAO | Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CEMAC | Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale |
| CFA | Communauté Financière Africaine |
| CFOA | Compagnie Financière de l'Ouest Africain |
| CL | Crédit Lyonnais |
| COBACI | Compagnie bancaire de la Côte d'Ivoire |
| CT | Court Terme |
| DC/BR | Dépositaire Central/Banque de Règlement |
| FACI | Facilité d'Appui au Commerce International |
| FCI | Finances Conseils Investissements |
| FED | Fonds Européen de Développement |
| FPE | Fonds de Promotion Economique |
| FSA | Fonds de Solidarité Africain |
| Groupe ETI | Groupe Ecobank Transnational Incorporated |
| GTA/C2A | Groupement Togolais d'Assurances/Compagnie Africaine d'Assurance |
| IBCG | Industrie Béninoise des Corps Gras |
| IDE | Investissement Direct Etranger |
| MLT | Moyen et Long Terme |
| PIB | Produit Intérieur Brut |
| PMEX/COOPEX | Petite et Moyenne Entreprise Exportatrice/Coopératives Exportatrices |
| RFI | Radio France Internationale |
| SCIE | Société de Commercialisation d'informations d'Entreprises |
| SENELEC | Société Sénégalaise de distribution et d'Energie Electrique |
| SHELTER AFRIQUE | Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique |
| SP-FAB | Société de Promotion du Fonds Africain pour le Développement des Biocarburants |
| UEMOA | Union Economique et Monétaire Ouest Africaine |
| UTB | Union Togolaise de Banque |

MOT DU PRESIDENT

L'année 2014 marque le 37^{ème} anniversaire du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE). En 1977, les Chefs d'Etats et de Gouvernements des Etats membres, en créant notre Institution avaient le souci d'en faire un outil financier incontournable en faveur des projets à haute valeur ajoutée pour booster nos économies.

A cet effet, plusieurs instruments financiers ont été prévus dont la garantie, le financement direct, la bonification des taux d'intérêt et l'allongement de la durée des crédits d'investissement.

Nous sommes heureux de vous présenter le rapport annuel du Fonds, exercice 2014.

Les activités de notre Institution se sont déroulées dans un contexte mondial caractérisé par une croissance économique mais avec des disparités selon les différentes régions et dans les Etats membres.

Dans un tel contexte, comme les années précédentes, l'exercice 2014 a été marqué par la consolidation du redressement du Fonds, les démarches portant sur la diversification de ses opérations et la recherche de nouvelles sources de financement.

Ainsi, d'importantes décisions ont été prises par les Instances, notamment l'augmentation du capital autorisé en vue de soutenir la dynamique de développement des activités.

Au cours de l'année écoulée, le Fonds a continué d'aider les pays membres par les activités opérationnelles qui ont principalement concerné la prospection et l'identification de nouvelles opérations ayant permis de disposer d'un pipeline important de projets provenant de nos économies. Elles ont concerné également l'adoption de nouveaux projets,



Ambassadeur Claver GATETE

Ministre des Finances et de
la Planification Economique du Rwanda

la poursuite de l'assainissement du portefeuille et le suivi des projets en difficultés.

Les aspects administratifs et juridiques, ont été essentiellement caractérisés par l'organisation et la gestion optimale des ressources humaines et matérielles, la formation du personnel et la sécurisation des intérêts de l'Institution.

Sur le plan financier, le résultat net de l'exercice est ressorti positif. Cette performance se justifie essentiellement par la poursuite de la maîtrise des charges, l'assainissement du portefeuille des projets, mais aussi la gestion optimale de nos ressources financières par le placement à un rendement moyen acceptable, ce qui a permis l'amélioration des fonds propres du Fonds.

Au plan coopération, le Fonds a poursuivi sa politique d'ouverture en encourageant l'adhésion de nouveaux Etats, d'institutions financières nationales et internationales ainsi que d'organismes de développement.

Au cours de l'exercice 2014, l'accent a été également mis sur la communication en vue d'informer les partenaires sur l'évolution de la situation du Fonds, ce qui devra contribuer à améliorer l'image de l'Institution ainsi que le développement de ses activités.

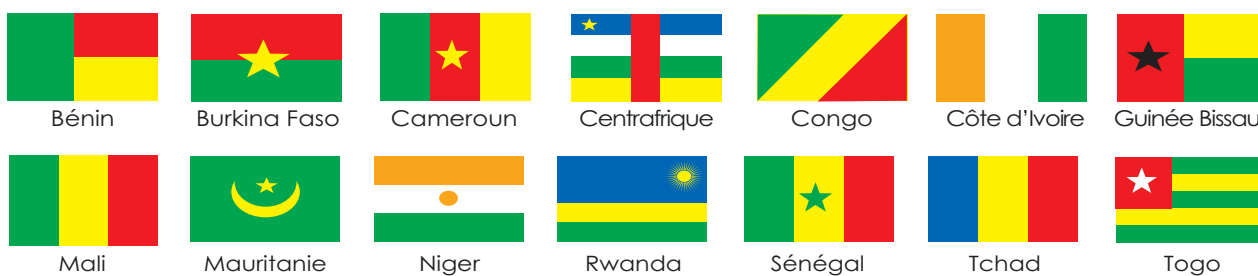
PRESENTATION DU FAGACE

1.1. Création – Objet – Fonctionnement

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) est une Institution Financière Internationale spécialisée dans la promotion des investissements publics et privés. Son siège social est situé à Cotonou en République du Bénin.

◆ Etats Membres

Les Etats membres au nombre de quatorze (14) sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo.



◆ **Objet**

L'objet du Fonds est de contribuer au développement économique et social des Etats membres, pris individuellement ou collectivement en participant au financement de leurs projets de développement ou en facilitant leur réalisation par

des mesures d'accompagnement comme la bonification ou l'allongement de la durée des crédits. Un intérêt particulier est accordé aux Etats membres les plus défavorisés économiquement, soit en raison de leur situation géographique soit par suite de catastrophes ou de calamités naturelles.

◆ **Formes d'intervention**

Le Fonds :

- Garantit les prêts à moyen ou long terme destinés au financement d'investissements productifs ;
- Garantit les prêts à court terme destinés au renforcement des capacités financières des banques et des Institutions de micro finance;
- Accorde des bonifications d'intérêt et des allongements de la durée des crédits en faveur d'opérations à caractère économique dont la rentabilité ne peut être assurée dans les conditions initiales du prêt ;
- Finance des interventions spécifiques sur emprunts et subventions ;
- Prend des participations au capital social d'entreprises nationales ou régionales ;
- Assure la gestion de fonds pour le compte de tiers ;
- Propose les cautions sur marché.

◆ **Domaines d'intervention**

Les principaux domaines d'intervention sont :

- les industries de valorisation des ressources naturelles locales ou d'import substitution,
- le développement rural : agriculture, élevage,
- les infrastructures de base (routes, aéroports, chemin de fer, hydraulique villageoise) ou modernes (télécommunications),
- le commerce (import-export),
- les petites et moyennes entreprises de production de biens et services.

◆ **Bénéficiaires**

Les bénéficiaires des interventions sont :

- Les Etats membres de l'Institution ou leurs démembrements : organismes publics ou parapublics, collectivités locales ;



- Les entreprises privées ou mixtes, individuelles ou collectives, nouvellement créées ou en expansion, ayant leur siège et leur champ d'activité principale dans un ou plusieurs Etats membres ;
- Les Institutions Financières Nationales ;
- Les organismes régionaux dont l'activité concourt à l'intégration des économies des Etats membres.

1.2. Composition des Organes

Organes d'Administration et de Gestion :

◆ Administration

Le Fonds est administré par :

- Le Conseil des Gouverneurs, organe suprême, qui comprend le Ministre chargé des Finances par Etat membre et un Responsable par Institution membre. Le Conseil des Gouverneurs fixe les orientations générales, modifie les statuts, procède à la nomination du Directeur Général et du Commissaire aux comptes ;
- Le Conseil d'Administration qui reçoit délégation de pouvoir du Conseil des Gouverneurs et comprend un Administrateur et un suppléant par Etat membre, un Administrateur par Etat membre non régional et un Administrateur par Institution membre. Il autorise les interventions, adopte le budget, approuve les comptes financiers.

◆ Gestion

La gestion courante est assurée par un Directeur Général. Il représente l'Institution, reçoit et instruit toutes les demandes d'intervention, suit les engagements pris.

1.3. Ressources

Les ressources du Fonds proviennent :

- Des versements des membres au titre de la libération du capital souscrit ;
- Des emprunts ;
- Des subventions, dons, legs et libéralités ;
- De la rémunération des engagements d'aval, du financement direct et d'allongement de la durée de crédit ;
- De toutes autres origines.

Au 31 décembre 2014, le capital social autorisé est de 350 milliards de FCFA structuré comme suit :

| STRUCTURE DU CAPITAL DU FONDS (Montant en FCFA) | |
|---|-----------------|
| Capital autorisé | 350 000 000 000 |
| Capital appelé (depuis l'origine) | 58 327 500 000 |
| Capital souscrit | 233 310 000 000 |
| Capital sujet à appel | 174 982 500 000 |
| Capital libéré au 31.12 . 2014 | 29 387 897 104 |

CHAPITRE II

ORGANES

CONSEIL DES GOUVERNEURS



 **RWANDA**
PRESIDENT

Ambassadeur Claver GATETE

Ministre des Finances et de la Planification Economique



 **BENIN**

M. Komi KOUTCHE

Ministre d'Etat, chargé de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation



 **BURKINA FASO**

M. Jean Gustave SANON

Ministre de l'Economie et de la Planification Economique



 **CAMEROUN**

M. Ousmane ALAMINE MEY

Ministre des Finances



 **CENTRAFRIQUE**

M. Bonandélé KOUMBA

Ministre des Finances et du Budget



 **CONGO**

M. Gilbert ONDONGO

Ministre de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'intégration



 **COTE D'IVOIRE**

Mme Nialé KABA

Ministre auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances



 **GUINEE BISSAU**

M. Gino MENDES

Ministre des Finances



 **MALI**

M. Mamadou Igor DIARA

Ministre de l'Economie et des Finances



 **MAURITANIE**

M. THIAM DIOMBAR

Ministre des Finances



 **NIGER**

M. Giles BAILLET

Ministre des Finances



 **SENEGAL**

M. Amadou BA

Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan



 **TCHAD**

M. Kordje BEDOUMRA

Ministre des Finances et du Budget






 **TOGO**

M. Adjé Othéth AYASSOR

Ministre de l'Economie et des Finances

CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | | |
|--|---|---|
|  RWANDA Présidence | M. Cyrille HATEGEKIMANA Conseiller du Secrétaire d'Etat chargé de la Planification Economique | Ministère des Finances et de la Planification Economique Kigali - RWANDA |
|  BENIN | M. Mohamed Babatundé Sanny GADO Conseiller Technique du Ministre de l'Economie et des Finances | Ministère de l'Economie et des Finances Cotonou-BENIN |
|  BURKINA | M. Lassané KABORE Directeur Générale de la Coopération | Ministère de l'Economie et des Finances Ouagadougou – BURKINA FASO |
|  CAMEROUN | M. Sylvain BODI ZOGO Chef de Division de la Coopération Monétaire et Financière | Ministère des Finances Yaoundé - CAMEROUN |
|  CENTRAFRIQUE | M. Victor MAZANGA Directeur Général de la Coopération pour le Développement | Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale Bangui - RCA |
|  CONGO | M. Jean Claude NGAMBOU Conseiller aux Institutions Financières Nationales, à la Monnaie et à la Dette Publique | Ministère de l'Economie et des Finances Brazzaville - CONGO |
|  CÔTE D'IVOIRE | Mme Anicou Annie KACOU Conseiller Technique du Ministre auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances | Ministère de l'Economie et des Finances Abidjan – CÔTE D'IVOIRE |
|  GUINEE BISSAU | M. Fortes Buli INJAI Directeur Général de l'Economie et du Développement | Ministère de l'Economie, du Plan à l'Intégration Régionale Bissau – GUINEE BISSAU |
|  MALI | M. Sory Ibrahima DIARRA Sous Directeur des Etudes générales de la Di- rection Générale de la Dette Publique | Ministère des Finances Bamako - MALI |
|  MAURITANIE | M. Cheikh Ould Sid Ahmed Conseiller Technique du Ministre des Finances | Ministère des Finances Nouakchott - MAURITANIE |
|  NIGER | M. Malam Mamadou MALAM Secrétaire Général Adjoint | Ministère des Finances Niamey – NIGER |
|  SENEGAL | M. Massar WAGUE Directeur Général des Finances | Ministère de l'Economie et des Finances Dakar - SENEGAL |
|  TCHAD | M. Abakar IBRAHIM Directeur de Cabinet du Ministre des Finances et du budget | Ministère des Finances et du Budget N'Djamena - TCHAD |
|  TOGO | M. Badawasso T. GNARO Secrétaire Général au Ministère de l'Economie et des Finances | Ministère de l'Economie et des Finances Lomé - TOGO |

CHAPITRE III

CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET SITUATION EN AFRIQUE



3.1. Contexte économique international

Selon le rapport du FMI et de la Banque Mondiale « Situation et Perspectives de l'économie mondiale, 20 janvier 2015 », la croissance mondiale en 2011 s'est maintenue globalement au taux de 3.3% comme pour 2013. Cependant, ce taux de PIB masque des divergences prononcées entre les grands pays.

La situation économique mondiale 2014 est analysée par région.

Parmi les principaux pays avancés, aux Etats-Unis, la croissance a été plus forte que prévu après la contraction observée au premier trimestre de 2014. Le chômage a continué de baisser, tandis que les tensions inflationnistes sont restées plus modérées, du fait essentiellement de l'appréciation du dollar et la baisse des prix du pétrole. La croissance qui était de 2.4% en 2014 contre 2.2% en 2013 devrait dépasser 3 % en 2015–2016. L'économie a continué de bénéficier du soutien persistant d'une politique monétaire accommodante, en dépit de la hausse progressive des taux d'intérêt qui est attendue.

Le Royaume-Uni a enregistré une nette

amélioration du PIB de 2.6% contre 1,7% en 2013. L'économie britannique maintient sa performance depuis la crise financière de 2008. Bien qu'elle soit timide, la reprise de la croissance depuis la crise financière internationale pour les pays de l'Europe Centrale et Orientale s'améliore. Cette reprise s'est traduite par les profondes restructurations économiques de ces pays.

Dans la zone euro, la croissance a été légèrement plus faible que prévu au deuxième semestre de 2014, principalement à cause de la faiblesse de l'investissement, et l'inflation.

Le PIB qui était négatif de 0.5 en 2013 est ressorti à 0.8 en 2014. L'activité a été soutenue par la baisse des prix du pétrole, un nouvel assouplissement de la politique monétaire, une politique budgétaire plus neutre et la dépréciation récente de l'euro. Mais ces facteurs seront compensés par l'affaiblissement des perspectives d'investissement, qui s'explique en partie par l'impact du ralentissement de la croissance dans les pays émergents sur le secteur exportateur. La reprise devrait être un peu plus lente que prévu, avec une croissance annuelle de 1,2 % en 2015 et de 1,4 % en 2016



Pour permettre leur consolidation budgétaire, certains pays dont la France bénéficient de Bruxelles des délais pour redresser leurs finances publiques et renouveler les capacités de production, ce qui est de nature à soutenir une croissance modérée et faire face à un marché du travail dégradé.

Le Japon, la troisième économie du monde, s'est retrouvée techniquement en récession au troisième trimestre de 2014. La croissance s'est limitée à 0.1% en 2014 contre 1.6% en 2013.

Dans les pays émergents, l'activité a enregistré globalement un léger recul. Le PIB s'élève à 4.4% en 2014 contre 4.7%. Les principaux facteurs qui expliquent ce fléchissement sont notamment, un ralentissement de la croissance en Chine, le PIB qui était de 7.8% en 2013 ressort à 7.4% en 2014, une détérioration sensible des perspectives économiques en Russie, la croissance de 1.3% enregistrée en 2013 revient à 0.6 %, avec les tendances de croissance négative en 2015.

Pour la région de l'Amérique Latine et du Caraïbe, le taux du PIB est sorti à 1.2% en 2014 contre 2.8% pour 2013. Le rebond attendu de la croissance a été retardé et l'impact de la baisse des prix du pétrole, d'autres produits de base sur les termes de l'échange et les revenus réels a été plus faible.

3.2. Situation en Afrique

En 2014, l'Afrique subsaharienne a maintenu sa

croissance du PIB enregistrant un taux moyen qui dépasse 5% en 2014 comme pour l'année 2013 même si pour les pays exportateurs de minerais et de pétrole comme le Nigéria et l'Afrique du Sud, la baisse des prix du pétrole et des métaux précieux sont à la base du faible niveau des attentes de la croissance de leurs économies.

Aussi, certains pays ont subi des difficultés particulièrement aiguës. En Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, l'épidémie d'Ébola a eu de lourdes conséquences humaines et économiques, ce qui compromet leurs perspectives. En outre, la situation en matière de sécurité reste difficile dans certains pays, notamment en République centrafricaine et au Soudan du Sud.

La région d'Afrique du Nord et Moyen-Orient semble repartir du bon pied avec un PIB de 2.8% en 2014, contre 2.2% affiché en 2013. Le rétablissement progressif de la situation liée au printemps arabe a contribué à ces améliorations même si dans certains pays comme la Libye, les conflits des groupes extrémistes limitent cette tendance positive.

Les économies de l'Afrique de l'Est sont restées solides. Trois pays en l'occurrence le Kenya, le Soudan et l'Éthiopie font partie des 10 Tops du Continent. L'Ouganda et la Tanzanie restent également des moteurs de croissance de cette sous région. Les principaux secteurs de croissance du PIB dans ces pays sont les télécommunications et transports, la finance, le tourisme, la construction ainsi que les

investissements directs étrangers. En termes de PIB, elles ont réalisé un taux moyen supérieur à 6% pour l'année 2014 presque autant en 2013 et devrait passer à près de 7% en 2015.

Pour l'Afrique australe, le PIB est ressorti à près de 5% en 2014 contre 3,6% en 2013 et devrait atteindre 6,8% en 2015. Les perspectives de croissance en Afrique australe s'améliorent. Pour l'Afrique du Sud, locomotive de la sous région, l'économie marque une progression lente mais régulière, en partie liée au redémarrage de ses exportations nettes et aux réformes visant à résorber les goulets d'étranglement dans le secteur de l'énergie. Le PIB de 2.2% réalisé en 2013 contre 1.4% enregistré en 2014 devrait passer respectivement à 2.1% en 2015 et 2.5% en 2016.

Dans la zone CEMAC, sous l'effet notamment de la baisse des cours du pétrole et de la faiblesse de la demande intérieure, la BEAC a relevé un tassement de la croissance économique à 4,9% en 2014 contre les prévisions de 5,6%.

Trois des Etats membres du Fonds sont dans la zone CEMAC (Cameroun, République Centrafricaine et Tchad).

Les économies de l'Afrique de l'Ouest sont restées solides avec un taux de croissance de 6,8% en 2014 dépassant le taux moyen de 6,5 % en 2013. L'Afrique de l'Ouest continue donc d'attirer des investissements notamment dans le secteur pétrolier et minier, principal moteur de croissance pour la sous-région.

Dans la zone l'UEMOA où se trouvent la plupart

des Etats membres, la BCEAO fait état d'une progression de 6,6 % en 2014 contre 5,9 % en 2013 du PIB brut sur l'ensemble de l'année 2014. Cette performance économique est imputable au raffermissement de la production agricole, à la bonne tenue du secteur industriel et des services marchands grâce au dynamisme de la branche bâtiments et travaux publics.

De manière générale, la dynamique de croissance s'est poursuivie et l'ensemble des fondamentaux sont restés solides malgré le difficile contexte international.

Huit (08) des douze Etats membres actuels du FAGACE se situent dans l'espace UEMOA.

Deux pays membres, le Rwanda et la Mauritanie sont en dehors des zones UEMOA et CEMAC. Le Rwanda, se remettant du déficit d'aide de 2012, l'économie a crû de 7.1% en 2014, soit 2.3 % de plus qu'en 2013.

La croissance du PIB est essentiellement tirée par les secteurs des services, de l'agriculture, du bâtiment et de l'industrie.

Quant à la Mauritanie, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est restée solide puisque, elle se maintient à 6.7 % en 2014 soit au même niveau que 2013 selon le Fonds Monétaire International (FMI).

Ce taux de croissance est généré par les industries extractives, les services, la production agricole et le secteur du Bâtiment et des Travaux publics.

CHAPITRE IV

ACTIVITES DE L'EXERCICE

L'exercice 2014 s'est déroulé dans un contexte économique toujours marqué par le redressement économique mondial soutenu mais qui ne se produit pas partout au même rythme selon les pays.

Les conséquences des crises socio-politiques antérieures dans certains Etats membres du Fonds ont marqué ce contexte.

Au plan interne, les activités de l'Institution se sont inscrites dans le cadre du plan quadriennal 2012-2015.

A cet effet, dans le cadre de la diversification des activités, la poursuite de l'approbation de financements directs en faveur des projets dans les Etats membres, a constitué le principal fait marquant de l'exercice 2014.

4.1. Réunions des Instances

Le Conseil des Gouverneurs, Instance suprême de l'Institution a tenu, le 21 mai 2014 à Kigali, une session ordinaire présidée par M Mohamed BOUCHA, Ministre délégué auprès du Ministre des Finances chargé du Budget de la République du Niger, en raison de l'empêchement du Président en exercice.

Le Conseil d'Administration a enregistré deux sessions tenues respectivement les 20 mai et 15 décembre 2014 sous la présidence de M. Cyrille HATEGEKIMANA, Conseiller du Secrétaire d'Etat chargé de la Planification Economique de la République du Rwanda.

Au cours des sessions de mai 2014, les Instances ont entre autres approuvé le rapport d'activités et les états financiers de l'exercice 2013. Elles ont en outre décidé de l'augmentation du capital autorisé du Fonds qui est passé de 200 milliards de Francs CFA à 350 milliards de Francs CFA.

La 41^{ème} session ordinaire du Conseil d'Administration tenue le 15 décembre 2014 a enregistré notamment, l'adoption du budget 2015,



Conseil des Gouverneurs

l'approbation de trois projets en financement direct pour un montant de cinq millions trois cent (5 300 000) F CFA, de deux projets en aval pour quatre millions cinq cent (4 500 000) F CFA, d'une prise de participation complémentaire d'un montant de cinquante sept millions (57 000 000) FCFA et d'une bonification de taux d'intérêt permettant la mobilisation de financement pour un montant de vingt et un million trois cent cinq (21 305 000) FCFA. Il a en outre autorisé la signature de quatre accords de coopération avec les Institutions financières et organisations internationales.

4.2. Activités de la Direction Générale

Elles ont porté essentiellement sur la poursuite de la mise en œuvre du plan stratégique quadriennal 2012-2015 qui vise entre autres, la consolidation des acquis du Fonds et le développement des activités opérationnelles de l'Institution.

4.2.1.- Activités administratives

4.2.1.1.- Organisation des services

L'actuel organigramme adopté par décision N° 05/36/CA/FAGACE/12 lors de la 36^{ème} session tenue à Cotonou en juin 2012, comprend outre la Direction Générale, trois (03) directions techniques, les autres services et postes rattachés à la Direction Générale et la Représentation Régionale pour l'Afrique Centrale (RRAC).

- La Direction Générale comprend :
 - Les postes de Conseiller du Directeur Général, Attaché du Conseiller du Directeur Général, les Services Audit Interne et Contrôle de Gestion, Coopération et Communication, Secrétariat Particulier et Secrétariat des Conseils et Protocole ;
 - La Représentation Régionale.
- ***les Directions Techniques comprennent la Direction des Opérations, la Direction des Risques et la Direction Administrative et Financière.***

Au 31 décembre 2014, l'effectif total du personnel s'est établi à trente huit (38) agents dont trente deux (32) permanents et six (06) contractuels.

4.2.1.2.- Gestion administrative et du système informatique

Les activités administratives ont porté particulièrement sur la gestion optimale des ressources matérielles et la sécurisation des intérêts de l'Institution.

La formation continue du personnel a permis le renforcement des outils et techniques de contrôle de gestion ainsi que le management d'un service logistique et gestion des stocks.

La refonte du système informatique a été poursuivie et renforcée tant au niveau du siège qu'à la Représentation résidente en Afrique Centrale en vue de la maîtrise des bases de données du Fonds.

4.2.2.- Activités juridiques

Au cours de l'exercice, les activités juridiques ont essentiellement porté sur :

- La Mise en place d'un processus d'évaluation juridique approfondie des projets éligibles à l'aval du Fonds, en particulier l'élaboration d'un manuel d'évaluation juridique des projets a été mis en place ;
- la rédaction des actes juridiques : accords de garantie, contrats de cautionnement, actes notariés sur la prise des suretés ;
- l'appui au toilettage et à la rédaction des textes de base (Statuts et Règlement du personnel) ;
- le suivi juridique de la mise en œuvre des décisions du Conseil d'Administration et du Conseil des Gouverneurs ;

- la participation aux missions d'identifications, de prospection et évaluation des projets ainsi que leur suivi ;
- le suivi du recouvrement des créances du Fonds en particulier sur la Bank Austria.

4.2.3.- Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles ont principalement concerné l'identification et l'instruction de nouvelles requêtes d'intervention et le suivi des projets garantis.

4.2.3.1.- Identification de projets

En 2014, les actions mises en œuvre pour l'identification des projets ont permis d'enregistrer cinquante sept (57) dossiers de demandes d'intervention.



■ Demande d'intervention en garantie et en financement direct

La situation du pipeline au 31 décembre 2014 se présente comme suit :

| | Nombre de projets reçus | Coût projet (Milliers FCFA) | Emprunt sollicité (Milliers FCFA) | Garantie sollicitée |
|---------------|-------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|---------------------|
| PRETS DIRECTS | 22 | 155 078 424 | 84 229 492 | |
| GARANTIES | 33 | 336 905 563 | 283 248 705 | 141 624 352 |
| TOTAL | 55 | 491 983 987 | 367 478 197 | 141 624 352 |

Le niveau des crédits sollicités témoigne de l'existence d'un besoin réel de garantie pour le financement des projets de développement dans les Etats membres.

Quant au financement direct dont l'intérêt manifeste n'est plus à démontrer, la plupart des requêtes qui ont été adressées portent sur des crédits à moyen et long terme et dans différents secteurs.

■ Les demandes d'intervention en bonification de taux d'intérêt et en prise de participation

Les crédits sollicités auprès des banques s'élèvent à 21 305 millions FCFA tandis qu'une demande de prise de participation a été enregistrée.

La situation des demandes enregistrées est ainsi libellée :

| PAYS | Nombre de projets reçus | Coût du projet (Milliers FCFA) | Emprunt sollicité (Milliers FCFA) | Bonification sollicitée | Participation sollicitée |
|---------------------|-------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|-------------------------|--------------------------|
| BENIN | 01 | 27 462 115 | 21 305 000 | 271 612 | |
| ABREC (Sous région) | 01 | - | - | - | 57 000 |
| TOTAL | 02 | | 21 305 000 | 271 612 | 57 000 |

4.2.3.2.- Approbations nouvelles

■ *Aval*

Au cours de l'exercice 2014, deux demandes d'intervention en garantie pour un montant de 4 500 Millions de Francs CFA ont été approuvées. Il s'agit des projets Moulin Moderne du Mali (M3SA) pour la réalisation du projet d'extension et de diversification de ses activités au Mali (3 5 000 Millions de Francs CFA) et un aval d'un emprunt moyen terme en faveur d'une institution de micro finance ASUSU SA au Niger (1 000 Millions de Francs CFA)

Le Fonds a permis ainsi à M3SA de mobiliser auprès de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) un financement de Sept 7 000 Millions de Francs CFA afin de réaliser son projet et à ASUSU- SA de mobiliser un crédit d'un

montant de 2 000 Millions de francs CFA auprès de CORIS BANK INTERNATIONAL pour le refinancement des crédits consentis à sa clientèle.

Le faible taux d'intervention se justifie entre autres par le niveau de maturité des projets.

■ *Financement direct*

Les approbations en financement direct s'élèvent à 5 300 Millions de Francs CFA. Ces approbations témoignent la détermination du Fonds pour la mise en œuvre de la diversification des activités décidée par ses Instances en 2013.

Les projets approuvés concernent une cimenterie (G POWER CEMENT), l'immobilier TRANSIMEX et SUD BUILDING respectivement au Cameroun et au Bénin.

■ *Bonification de taux d'intérêt*













Une intervention nouvelle en bonification de taux d'intérêt d'un montant total de 271,612 millions de Francs CFA) a été approuvée durant l'exercice et porte sur l'électrification de 69 villages au Bénin dont le montant du prêt s'élève à 21 305 millions Francs CFA.

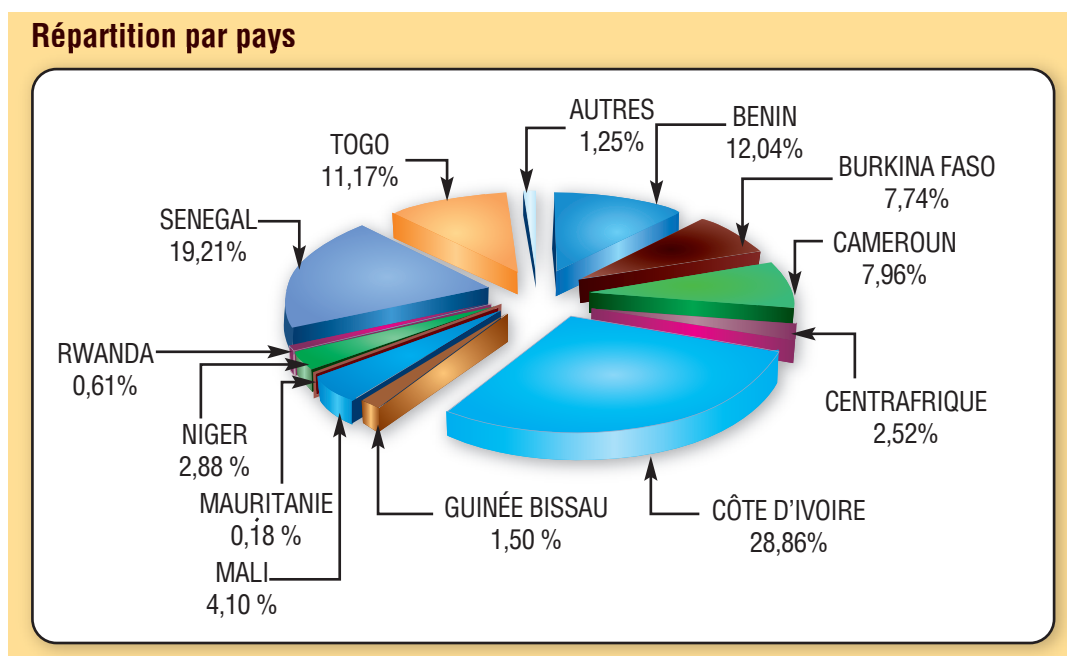
4.2.3.2.- Bilan des interventions

Les engagements cumulés se présentent comme suit :

4.2.3.3.1.- Garantie

Les garanties brutes cumulées en portefeuille s'élèvent à 300 739 millions de Francs CFA au 31 décembre 2014 en faveur de 217 projets répartis dans 12 Etats membres.

| Répartition par pays | | | |
|---|-------------------|-----------------------------------|------------------|
| Pays | Nombre de Projets | Garantie (en millions de FCFA) | Pourcentage % |
|  BENIN | 34 | 36 198 | 12,04 |
|  BURKINA FASO | 21 | 23 271 | 7,74 |
|  CAMEROUN | 13 | 23 930 | 7,96 |
|  CENTRAFRIQUE | 6 | 7 580 | 2,52 |
|  CÔTE D'IVOIRE | 59 | 86 808 | 28,86 |
|  GUINEE BISSAU | 1 | 4 500 | 1,50 |
|  MALI | 9 | 12 317 | 4,10 |
|  MAURITANIE | 1 | 532 | 0,18 |
|  NIGER | 7 | 8 648 | 2,88 |
|  RWANDA | 4 | 1 838 | 0,61 |
|  SENEGAL | 44 | 57 782 | 19,21 |
|  TOGO | 16 | 33 585 | 11,17 |
| AUTRES | 2 | 3 750 | 1,25 |
| TOTAL | 217 | 300 739 | 100,00 |



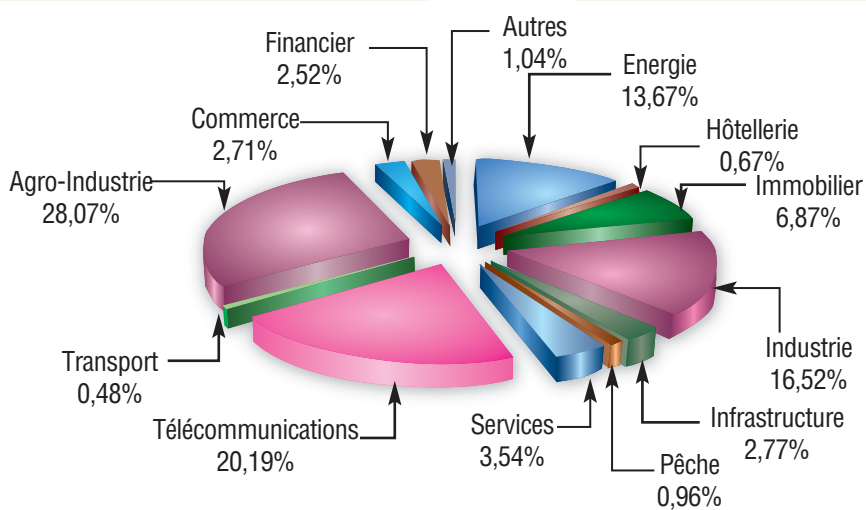
La Côte d'Ivoire et le Sénégal demeurent les principaux bénéficiaires des interventions en aval du Fonds avec respectivement 28,86 % et 19,21% des engagements bruts cumulés au 31 décembre 2014

Répartition par secteur d'activités

La répartition sectorielle permet d'identifier les principaux domaines d'activités dans lesquels les interventions du Fonds sont concentrées.

| Répartition par secteur d'activités | | |
|-------------------------------------|-----------------------------------|------------------|
| Secteurs | Garantie (en millions de FCFA) | Pourcentage % |
| Energie | 41 125 | 13,67 |
| Hôtellerie | 2 004 | 0,67 |
| Immobilier | 20 650 | 6,87 |
| Industrie | 49 678 | 16,52 |
| Infrastructure | 8 319 | 2,77 |
| Pêche | 2 883 | 0,96 |
| Services | 10 654 | 3,54 |
| Télécommunications | 60 723 | 20,19 |
| Transport | 1 434 | 0,48 |
| Agro-industrie | 84 419 | 28,07 |
| Commerce | 8 160 | 2,71 |
| Financier | 7 566 | 2,52 |
| AUTRES | 3 124 | 1,04 |
| TOTAL | 300 739 | 100,00 |

Répartition par secteur d'activités

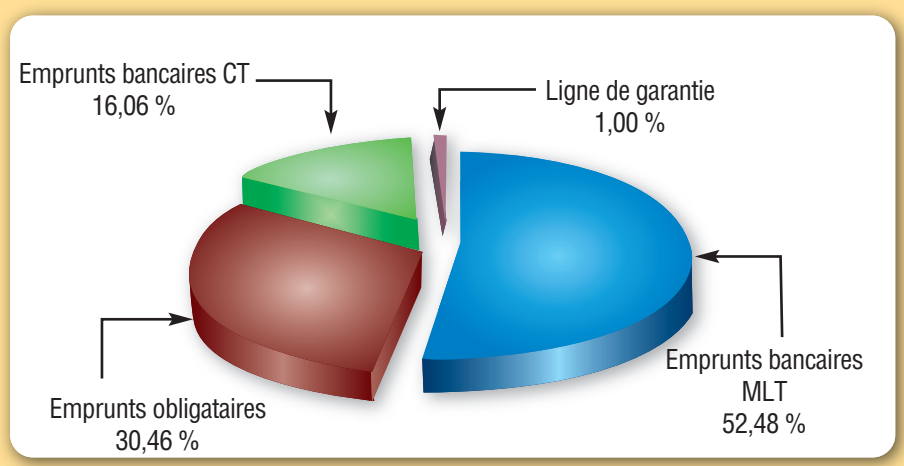


Les engagements bruts du FAGACE en matière de garantie sont groupés autour des principales activités que sont l'agro industrie (28,07 %), les télécommunications (20,19%), l'industrie (16,52 %) et l'énergie (13,67 %).

Répartition par type de concours

| NATURE | Nombre de projets | Montant (Milliers FCFA) | Pourcentage % |
|------------------------|-------------------|-------------------------|---------------|
| Emprunts bancaires MLT | 139 | 157 822 | 52,48 |
| Emprunts obligataires | 33 | 91 618 | 30,46 |
| Emprunts bancaires CT | 42 | 48 299 | 16,06 |
| Ligne de garantie | 3 | 3 000 | 1,00 |
| TOTAL | 217 | 300 739 | 100,00 |

Répartition par type de concours



Les emprunts bancaires MLT s'élèvent à 157 822 millions de FCFA et représentent plus de 52,48% des montants garantis cumulés au 31 décembre 2014.

Quant aux garanties en faveur des emprunts obligataires, les engagements cumulés s'élèvent à 91 618 millions FCFA, soit un taux de 30,46 % en faveur de 33 projets.











4.2.3.3.2. - Financement direct

Le cumul des activités de financement direct au 31 décembre 2014, porte sur trois (03) projets dont un (01) au Bénin et (02) au Cameroun qui ont bénéficié de l'intervention du Fonds en financement direct pour un montant total de 5 300 millions FCFA.

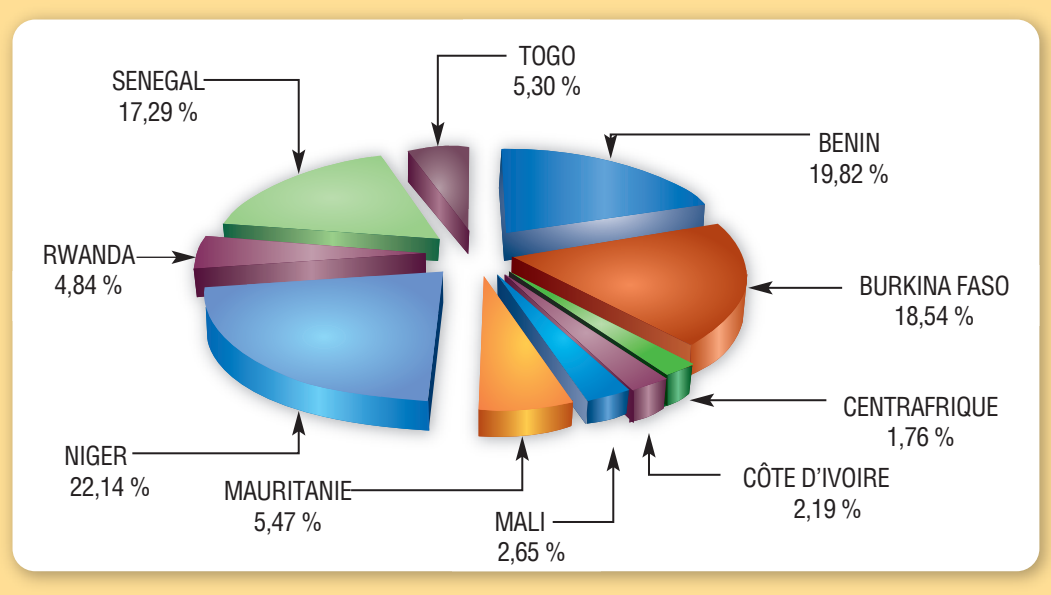
| PAYS | Nombre de projets reçus | Prêt approuvé (Milliers FCFA) | Pourcentage % |
|--------------|-------------------------|-------------------------------|---------------|
| BENIN | 01 | 800 | 01 |
| CAMEROUN | 02 | 4 500 | 02 |
| TOTAL | 03 | 5 300 | 03 |

4.2.3.3.- Bonification de taux d'intérêt

Les approbations cumulées en bonification de taux d'intérêt s'élèvent à 8 987 millions de FCFA au 31 décembre 2014 en faveur de 54 projets situés dans 10 Etats membres.

| Approbations en bonification cumulées par pays | | | |
|---|-------------------|--------------------------|---------------|
| Pays | Nombre de Projets | Montant bonifié ((MFCFA) | Pourcentage % |
|  BENIN | 8 | 1 781 | 19,82 |
|  BURKINA FASO | 10 | 1 666 | 18,54 |
|  CENTRAFRIQUE | 1 | 158 | 1,76 |
|  CÔTE D'IVOIRE | 1 | 197 | 2,19 |
|  MALI | 2 | 238 | 2,65 |
|  MAURITANIE | 1 | 492 | 5,47 |
|  NIGER | 11 | 1 990 | 22,14 |
|  RWANDA | 8 | 435 | 4,84 |
|  SENEGAL | 8 | 1 554 | 17,29 |
|  TOGO | 4 | 476 | 5,30 |
| TOTAL | 54 | 8 987 | 100 |

Approbations en bonification cumulées par pays



Le Niger, le Burkina Faso et le Bénin sont les principaux bénéficiaires des interventions en bonification de taux d'intérêts avec respectivement 22,14 %, 18,54 % et 19,82 %.

4.2.3.3.4. - Prise de participation

Les interventions en prise de participation s'élèvent à 1 435 millions de Francs CFA au 31 décembre 2014 en faveur de neuf (09) projets dont sept (7) régionaux. Les approbations en prise de participation ont facilité la mobilisation des capitaux de 34 178,13 millions de Francs CFA au profit des structures ci-après :

| Répartition par bénéficiaire | | | |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|
| Société | Capital (MFCFA) | Participation | |
| | | Montant (MFCFA) | En % du capital |
| ASE | 153,00 | 10 | 0,70 |
| Cauris Investissement | 5 000,00 | 225 | 15,68 |
| BRVM | 2 904,32 | 100 | 6,97 |
| DC/BR | 1 461,52 | 50 | 3,48 |
| SCIE-UEMOA | 650,00 | 50 | 3,48 |
| Atlantic Financial Group | 20 000,00 | 500 | 34,84 |
| SP-FAB/ ABREC | 1 819,00 | 100 | 6,97 |
| Fonds de Garantie Agricole du Rwanda | 1 940,29 | 100 | 6,97 |
| BRIC | 250,00 | 300 | 20,91 |
| TOTAL | 34 178,13 | 1 435 | 100 |

4.2.3.3.5. - Allongement de la durée de crédit

Au 31 décembre 2014, les approbations en allongement de la durée de crédit s'élèvent à 976,8 millions de FCFA et concernent deux (02) projets situés au Niger (AHA Dembou) et au Sénégal (SENELEC).

4.2.3.3.6. - Suivi des projets

Au cours de l'exercice 2014, le suivi des projets a continué à occuper une place prépondérante dans les activités. Il s'est effectué aussi bien au plan interne qu'externe.

Ainsi, le Fonds est resté en contact permanent avec les promoteurs et les bailleurs de fonds ayant bénéficié de ses interventions. Un accent particulier a été mis sur le recouvrement des créances nées des commissions d'aval, des avances à terme fixe (ATF) et des appels de garantie. L'encours garanti ressort au 31 décembre 2014 à 23 600,414 millions de FCFA.

4.2.4.- Coopération et Communication

4.2.4.1.- Coopération avec les Etats membres

L'accent a particulièrement été mis sur le renforcement des contacts avec les Autorités ainsi que le secteur privé, recherchant ainsi une meilleure visibilité du Fonds.

Ces contacts ont facilité la libération du capital appelé échu. En outre, avec des visites effectuées dans certains Etats, l'occasion a été donnée pour l'identification de projets pouvant bénéficier des interventions de l'Institution.

4.2.4.2.- Ouverture du Fonds

Les actions relatives à l'ouverture du Fonds se sont poursuivies. Elles ont été particulièrement orientées vers la Guinée Equatoriale, le Gabon, la République Démocratique du Congo, le Maroc et le Burundi pour lesquels les échanges sont très avancés.

4.2.4.3.- Coopération avec les Institutions Financières et Organismes de Développement

Les relations avec les Institutions Financières et Organismes de Développement ont été renforcées, les objectifs principaux étant d'obtenir des lignes de financement, des cofinancements des projets, des prises de participation ou des assistances techniques et/ou financières.

Pour la plupart des institutions financières

internationales dont les contacts ont été établis, une approche graduelle de partenariat a été convenue : (i) le cofinancement des projets identifiés par le Fonds a été retenu comme une première étape (ii) en seconde phase, des lignes de financement seront mises à la disposition du Fonds.

Cette approche est particulièrement privilégiée par les institutions notamment BEI, FMO, BIO, EXIM Bank Inde, EXIM Bank USA, BID.

Pour les autres comme Emerging Africa Infrastructure Funds (EAIF), GuarantCo, Banque Chinoise de Développement, EXIM Bank de Chine, Exim Bank des Etats Unis, des contacts se poursuivent pour mieux définir le mode de coopération à développer.

Aussi, certaines organisations nationales et internationales ont été contactées pour nouer un partenariat solide avec elles. C'est dans ce cadre que des accords de coopération ont été signés avec la Société Néerlandaise pour le Développement(SNV) et la Fédération Rwandaise du Secteur Privé au (PSF).

Par ailleurs, les activités opérationnelles se sont poursuivies avec des institutions régionales de la place notamment la BOAD, la BIDC, la BDEAC, CREPMF, la Banque Rwandaise de Développement(BRD) et les autres banques commerciales.



FAGACE - SNV

4.2.4.4.- Communication

Au plan de la communication, les actions entreprises ont concerné la médiatisation des décisions des Instances, la communication des informations sur les évolutions financières et stratégiques du Fonds aux partenaires financiers ainsi que la sensibilisation des opérateurs économiques sur les activités de l'Institution à travers les médias dans divers pays.

L'accent a été mis sur l'animation du site Internet du Fonds par l'insertion des spots publicitaires, l'actualisation des supports de communication, les rapports d'activités, la communication media en

général et sur le lancement de l'emprunt obligataire FAGACE en particulier

4.2.5.- Activités de la Représentation Régionale en Afrique Centrale

Au cours de l'exercice, les activités de la Représentation Régionale en Afrique Centrale (RRAC) ont concerné le suivi des projets GSA, Biopharma et Telecel Centrafrique, l'identification de nouveaux projets dans la zone CEMAC, la poursuite des démarches pour l'obtention de l'accord de siège, la participation aux tables rondes et colloques auxquels le Fonds est convié.

4.2.6.- Situation financière

L'exercice 2014 dégage à l'instar des trois exercices précédents un bénéfice de 385 343 437 FCFA qui se justifie par la conjugaison de plusieurs facteurs dont notamment :

- Les efforts de redressement menés par la Direction Générale et qui ont pour effets la maîtrise des charges d'exploitation de l'Institution ;
- La poursuite de l'assainissement des comptes à travers les efforts de sécurisation des engagements du Fonds ;
- L'amélioration du niveau des produits financiers.

Le résumé des états financiers sur la période susvisée se présentent comme suit :

4.2.6.1.- Bilan et comptes de résultat

4.2.6.1.1.- Bilan

Le total du bilan au 31 décembre 2014 s'élève en valeur nette à 32 621 417 213 FCFA contre 22 763 545 171 FCFA en 2013, soit une variation de 43% et s'analyse comme suit :

■ Actif

L'actif du Fonds au 31 décembre 2014 est présenté dans le tableau ci-après (en FCFA) :

| ELEMENTS | 2014 | 2013 | Variation (%) |
|---|-----------------------|-----------------------|---------------|
| Opérations de Trésorerie et Interbancaires | 19 180 867 873 | 9 798 215 759 | 96% |
| Titres de placement | 832 826 582 | 1 237 137 366 | 1% |
| Autres actifs et opérations avec la clientèle | 8 218 857 445 | 8 146 685 761 | -33% |
| Immobilisations financières | 2 181 701 747 | 1 803 542 446 | 23% |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 2 207 163 566 | 1 777 963 839 | 21% |
| TOTAL | 32 621 417 213 | 22 763 545 171 | 43% |

● *Opérations de trésorerie et Interbancaires*

Les opérations de trésorerie et interbancaires concernent les dépôts à terme et les comptes à vue. Elles s'élevaient à 19 180 867 873 FCFA en 2014, contre un montant de 9 798 215 759 FCFA en 2013 et sont en augmentation de 96%, en raison des efforts de recouvrement partiel des tranches du capital appelé (3 588 093 646 FCFA), de la mobilisation de ressources (6 967 770 000 FCFA), et du recouvrement des créances (1 173 211 531 FCFA).

● *Titres de placement*

Les titres de placement sont composés des obligations et des actions. Ce poste a connu une baisse de 33% au cours de la période en raison du reclassement des actions en titre d'investissement pour un montant de 443 440 783 FCFA. Ils s'établissent à 832 826 582 FCFA en 2014 contre 1 237 137 366 FCFA en 2013.

● *Autres Actifs et opérations avec la clientèle*

Les autres actifs et opérations avec la clientèle regroupent les débiteurs divers, les opérations avec la clientèle et les comptes de régularisations actifs. Ce poste est resté quasiment stable au cours de l'exercice 2014 et se chiffre à 8 218 857 445 FCFA.

● *Immobilisations financières et dépôts de cautions*

Les immobilisations financières ont connu une augmentation de 21% au cours de la période, en raison de l'incorporation en titre d'investissement des actions initialement enregistrées en titre de placement pour un montant de 443 440 783 FCFA. Elles sont évaluées à 2 181 701 747 FCFA au 31 décembre 2014.

Les dépôts de cautions représentent les sommes versées en caution d'abonnements divers auprès de certaines structures (SBEE ; la SONEB, etc.). Ce poste n'a enregistré aucun mouvement dans la période et se stabilise à 7 148 427 FCFA.

● *Immobilisations Incorporelles et Corporelles*

Elles sont constituées des valeurs incorporelles (frais d'études et assimilés) et corporelles, (terrains et constructions etc.). Elles s'élevaient à 2 207 163 566 FCFA en 2014 contre 1 777 963 839 FCFA en 2013 soit une augmentation de 21%.

■ *Passif*

Le passif du Fonds se présente ci-après, au 31 décembre 2014 (en FCFA) :

| ELEMENTS | 2014 | 2013 | Variation (%) |
|--|--------------------|----------------------|---------------|
| Opérations de Trésorerie et Interbancaires | 7 274 003 315 | 0 | - |
| Opérations sur titres, opérations avec la clientèle et opérations diverses | 4 252 386 899 | 4 242 519 639 | 0% |
| Subventions et Autres fonds reçus | 100 000 000 | 100 000 000 | 0% |
| Provisions pour risques et charges | 5 348 776 003 | 5 673 911 276 | -6% |
| Primes liées au capital | 887 500 000 | 887 500 000 | 0% |
| Réserves | 2 063 462 066 | 2 063 462 066 | 0% |
| Ecart de réévaluation | 1 274 258 488 | 2 348 558 831 | -46% |
| Capital et dotation | 29 387 897 104 | 25 799 803 458 | 14% |
| Report à nouveau | -18 352 210 099 | -19 423 695 754 | -6% |
| Résultat | 385 343 437 | 1 071 485 655 | -64% |

● *Opérations de Trésorerie et Interbancaires*

Elles concernent principalement les concours bancaires dont a bénéficié le Fonds auprès de la BSIC BENIN dans le cadre de l'extension du siège et des ressources issues de l'emprunt obligataire FAGACE 5,25%, 2014-2019. Les opérations de trésorerie et interbancaires se chiffrent à 7 274 003 315 FCFA au 31 décembre 2014.

● *Opérations sur titres, opérations avec la clientèle et opérations diverses*

Ce poste comprend aussi bien les dettes à l'égard de la clientèle (crédeurs divers) que les comptes d'ordre et divers passif. Les opérations sur titres, opérations avec la clientèle et opérations diverses sont restées quasi stables au cours de la période pour un montant de 4 252 386 899 FCFA.

■ *Dettes à l'égard de la clientèle*

Encore désignés crédeurs divers, les dettes à l'égard de la clientèle concernent les dépôts des tiers (CNSS) dans le cadre des opérations d'intermédiation et se chiffrent à 2 684 621 694 FCFA en 2014.

■ *Comptes d'ordre et divers passifs*

Les comptes d'ordre et divers passifs ou comptes de régularisation passif sont constitués des intérêts et autres honoraires à payer. Ils se chiffrent à 1 550 515 205 FCFA en 2014, contre 1 402 227 248 FCFA en 2013 soit une augmentation de 11% en raison des charges financières à payer sur les activités d'intermédiation.

● *Provisions pour risques et charges*

Elles concernent les provisions pour risques et les provisions pour indemnités de séparation. Elles passent à 5 348 776 003 FCFA en 2014 contre 5 673 911 276 FCFA en 2013, soit une baisse de 6% en raison de la reprise des provisions constituées suite au départ de deux membres du personnel.

● *Capitaux propres*

Les capitaux propres sont constitués du capital, des primes liées au capital, des réserves, de l'écart de réévaluation, du report à nouveau et du résultat de l'exercice.

L'évolution des fonds propres sur les deux dernières années est présentée ci-après.

| ELEMENTS | 2014 | 2013 | Variation (%) |
|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| Résultat de l'exercice | 385 343 437 | 1 071 485 655 | -64% |
| Ecart de réévaluation | 1 274 258 488 | 2 348 558 831 | -46% |
| Report à nouveau | -18 352 210 099 | -19 423 695 754 | -6% |
| Réserves | 2 063 462 066 | 2 063 462 066 | 0% |
| Primes liées au capital | 887 500 000 | 887 500 000 | 0% |
| Capital appelé versé | 29 387 897 104 | 25 799 803 458 | 14% |
| Capital appelé non versé | 29 294 003 010 | 9 929 096 656 | 195% |
| Situation Nette | 15 646 250 996 | 12 666 639 342 | 23% |
| Fonds propres | 44 585 853 892 | 22 595 736 498 | 99% |

Les fonds propres ont connu une augmentation de 99%, passant à 44 859 779 592 FCFA en 2014 contre un montant de 22 595 736 498 FCFA en 2013 en raison des bénéfices réalisés d'une année à l'autre et de l'appel d'une tranche de capital pour un montant de 22 953 000 000 FCFA au cours de la période.

Quant à la situation nette, on note une amélioration de 23%, soit un montant de 15 565 776 582 FCFA au 31 décembre 2014 contre 12 666 639 842 FCFA au 31 décembre 2013. Cette augmentation est due essentiellement aux libérations de parts de capital intervenues et aux résultats nets bénéficiaires au cours des deux exercices.

● *Engagements hors bilan*

Les engagements donnés s'élèvent à 23 600 414 000 FCFA en 2014, contre 28002 450 000 FCFA en 2013 et concernent les projets garantis dans les Etats membres. Cette baisse est due à la diminution des encours garantis du fait des remboursements effectués par les promoteurs de projets avalisés et des nouvelles approbations dont les prêts ne sont pas encore débloqués.

4.2.6.1.2.- Comptes de résultat

L'exercice 2014 a enregistré un résultat de 385 343 437 FCFA contre un bénéfice de 1 071 485 655 FCFA en 2013.

■ *Produits*

Le compte de résultat 2014 appelle les commentaires suivants :

| Comptes de résultat | | | |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|
| ELEMENTS | 2014 | 2013 | Variation (%) |
| Produits d'exploitation bancaire | 1 302 975 002 | 1 251 070 967 | 4% |
| Produits sur opérations de trésorerie et titres | 708 258 757 | 514 361 481 | 38% |
| Produits sur opérations du hors bilan | 542 449 095 | 554 400 020 | -2% |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 52 267 150 | 182 309 466 | -71% |
| Reprise d'amortissement et de provisions | 1 376 801 656 | 2 549 771 676 | -46% |
| Produits Exceptionnels et Profits sur exercices antérieurs | 206 365 653 | 374 742 613 | -45% |
| Total des produits | 2 886 142 311 | 4 175 585 256 | -31% |

Les Produits d'exploitation bancaire concernent les produits sur opérations de trésorerie et titres, les produits sur opérations hors bilan et les autres produits d'exploitation bancaire. Ils sont restés quasi stables au cours de la période et se chiffrent à 1 302 975 002 FCFA en 2014.

- Les produits sur opérations de trésorerie et titres regroupent les intérêts de placement auprès des Institutions bancaires et les produits issus des opérations de souscriptions de valeurs financières. Ce poste enregistre une hausse de 38% en 2014 affiche un montant de 708 258 757 FCFA.
- Par contre, les produits de service issus des activités de garantie ont connu une baisse au cours des trois derniers exercices. Ils passent à 542 449 095 FCFA en 2014 contre 554 400 020 FCFA en 2013, soit une baisse de 2% due à la baisse des encours garantis.
- Grâce à la reprise de l'inventaire, à l'identification des immobilisations et à l'informatisation du patrimoine immobilier du Fonds, l'exercice 2014 enregistre une reprise nette sur amortissements antérieurs de 1 346 704 821 FCFA.

Les produits exceptionnels et profits sur exercices antérieurs connaissent une baisse de 45%, passant à 206 365 653 FCFA au 31 décembre 2014 contre 374 742 613 FCFA au 31 décembre 2013.

■ *Charges*

L'exercice 2014 a connu une baisse globale des charges de 18% et se chiffrent à 2 500 798 874 FCFA en 2014 contre un montant de 3 104 099 601 FCFA en 2013.

Le détail des charges de l'exercice se présente comme suit :

| ELEMENTS | 2014 | 2013 | Variation (%) |
|--|----------------------|----------------------|---------------|
| Charges d'exploitations bancaires | 172 396 929 | 174 499 092 | -1% |
| Charges sur opérations de trésorerie et titres | 162 728 804 | 170 548 725 | -5% |
| Charges sur prestation de services financiers | 9 668 125 | 3 950 367 | 145% |
| Achats et variation de stocks | 62 093 241 | 60 954 381 | 2% |
| Frais de personnel | 783 563 107 | 790 445 786 | -1% |
| Autres frais généraux | 1 106 946 579 | 1 062 544 041 | 4% |
| Dot aux amortissements et aux provisions | 372 794 507 | 926 014 867 | -60% |
| Charges Exceptionnelles | 3 004 511 | 89 641 434 | -97% |
| Total des charges | 2 500 798 874 | 3 104 099 601 | -19% |
| Résultat de l'exercice | 385 343 437 | 1 071 485 655 | -64% |

Les charges de fonctionnement concernent les charges d'exploitation bancaires, les frais de personnel, les autres frais généraux et les dotations aux amortissements.

Les charges d'exploitation bancaire sont composées des charges sur opération de trésorerie et sur prestations de services financiers. Elles sont restées quasi stables (-1%) au cours de la période et s'établissent à 172 396 929 FCFA en 2014 contre un montant de 174 499 092 FCFA en 2013.

Les autres frais généraux affichent un montant de 1 106 946 579 F CFA en 2014.

Les charges de personnel connaissent une baisse au cours de la période et passent à 783563107 F CFA en 2014.

Les dotations aux amortissements concernent les immobilisations du patrimoine du Fonds. Elles se chiffrent à 261 925 880 F CFA au 31 décembre 2014.

Les dotations aux provisions quant à elles connaissent une baisse de 83% au cours de la période, passant à 110 868 627 F CFA en 2014.

Au regard de tout ce qui précède, l'exercice 2014 affiche un résultat positif de 385 343 437 F CFA

4.2.6.2.- Vérifications interne et externe

4.2.6.2.1.- Vérifications internes

L'audit interne et le contrôle de gestion ont concerné l'ensemble des activités, conformément aux dispositions des textes de base et aux normes généralement admises.

Au cours de l'exercice 2014, les activités de contrôle de gestion ont essentiellement concerné le suivi et le contrôle de l'exécution budgétaire ; l'élaboration des tableaux de bord ; le suivi trimestriel des tableaux de bord de gestion ; la mise en place et l'utilisation de la comptabilité analytique de gestion ; l'élaboration du budget de l'année N+1 et la supervision de l'inventaire physique.

Les activités d'audit interne ont concerné principalement le suivi des recommandations du Commissaire aux comptes, l'élaboration du tableau de bord de gestion, la fiabilisation du système de contrôle interne, la gestion prévisionnelle, le suivi rigoureux et régulier de l'exécution budgétaire et à la mise en place du système d'informations.

4.2.6.2.2. - Commissaires aux comptes

Les Cabinet SOFIREX et Synergie Experts-Consultants, Commissaires aux comptes ont vérifié les comptes et le système de contrôle interne. A l'issue de sa mission, il a certifié sincères les états financiers.

V

ANNEXES

5.1. Organigramme

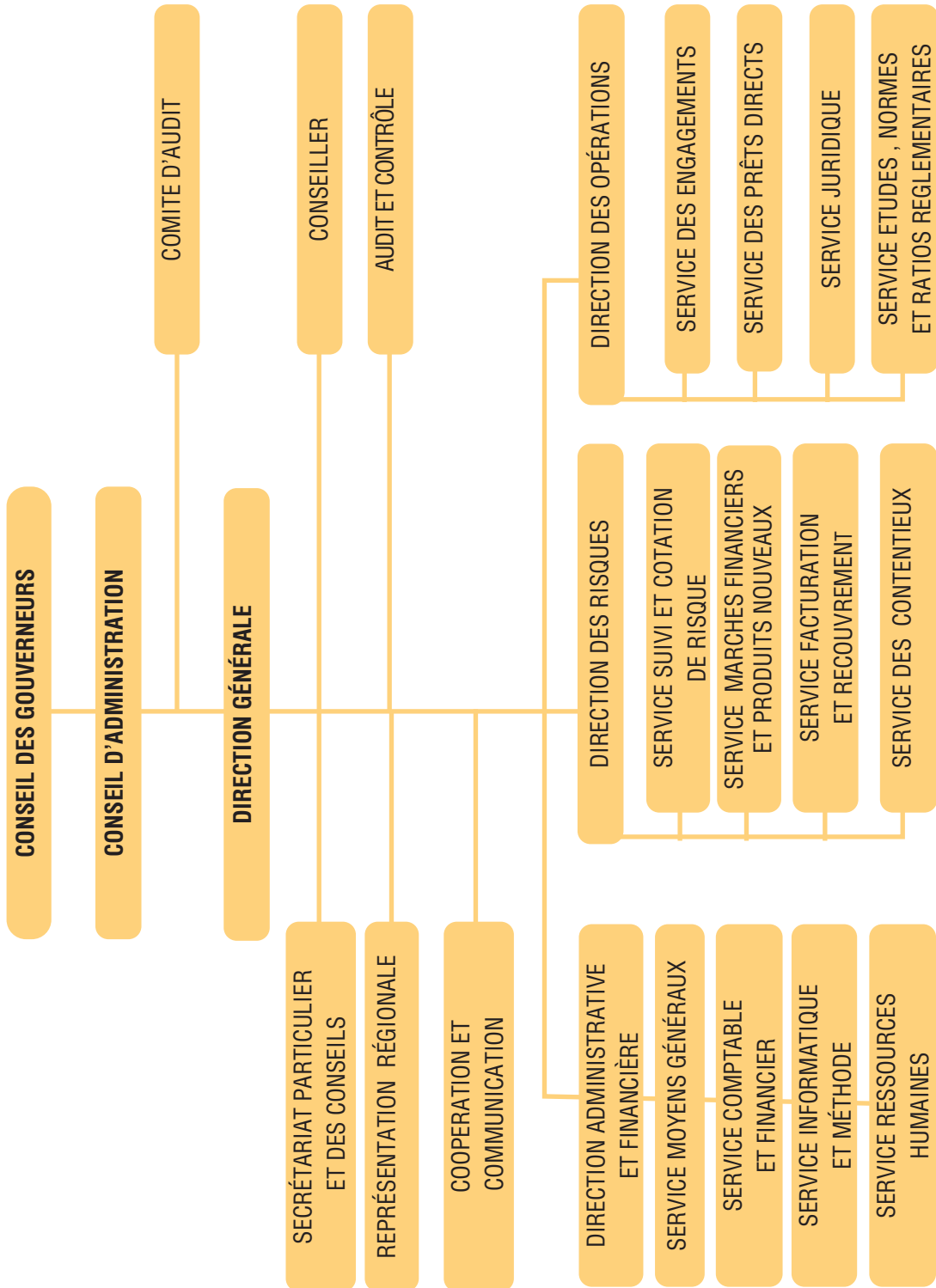
5.2. Bilan et compte de résultats au 31/12/14

5.2.1.- Bilan au 31/12/14

5.2.2.- Comptes de résultats au 31/12/14

5.3. Rapport des Commissaires aux comptes





5.2. Bilan et compte de résultats au 31/12/14

5.2.1.- Bilan au 31/12/14

| CHARGES | 2014 | 2013 |
|--|-----------------------|----------------------|
| ITEM | MONTANTS | |
| 1- OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES | 19 180 867 873 | 9 798 215 759 |
| 10- VALEURS EN CAISSE | 300 000 | 212 470 |
| 11- BANQUES ET CORRESPONDANTS | 7 050 567 873 | 2 598 003 289 |
| 12- AUTRES CPTES DEPOTS CHEZ ETS DE CREDIT | 12 130 000 000 | 7 200 000 000 |
| 2- OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE | 222 990 321 | 155 274 411 |
| 20- CREDITS A LA CLIENTELE | 222 990 321 | 155 274 411 |
| 29- COMPTES DE CREANCES EN SOUFFRANCE | 0 | 0 |
| 3- OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES | 8 828 693 706 | 9 228 548 716 |
| 30- TITRES DE PLACEMENT | 832 826 582 | 1 237 137 366 |
| 33- DEBITEURS DIVERS | 7 765 573 698 | 7 807 495 460 |
| 37- COMPTES TRANSITOIRES D'ATTENTE | 0 | 0 |
| 38- COMPTES DE REGULARISATION ACTIF | 230 293 426 | 183 915 890 |
| 39- COMPTES DE LIAISON | - | - |
| 4- COMPTES DE VALEURS IMMOBILISEES | 4 388 865 313 | 3 581 506 285 |
| 41- IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 2 174 553 320 | 1 796 394 019 |
| 42- DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS | 7 148 427 | 7 148 427 |
| 44- IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES | 2 207 163 566 | 1777 963 839 |
| TOTAL | 2 207 163 566 | 1 777 963 839 |



| PRODUITS | Exercice 2014 | Exercice 2013 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| ELEMENTS | MONTANTS | |
| 1. OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES | 7 274 003 315 | 0 |
| 17- COMPTES D'EMPRUNTS ET AUTRES SOMMES DUES AUX ETS DE CREDIT | 7 274 003 315 | 0 |
| 2. OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE | 17 250 000 | 17 250 000 |
| 25- COMPTES DE LA CLIENTELE | 17 250 000 | 17 250 000 |
| 3. OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES | 4 235 136 899 | 4 225 269 630 |
| 33- CREDITEURS DIVERS | 2 684 621 694 | 2 823 042 391 |
| 38- COMPTES DE REGULARISATION PASSIF | 1 550 515 205 | 1 402 227 248 |
| 5. COMPTES DE PROVISION FONDS PROPRES ET ASSIMILES | 21 095 026 999 | 18 521 025 532 |
| 51- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 5 348 776 003 | 5 673 911 276 |
| 55- PRIMES LIEES AU CAPITAL ET RESERVES | 4 225 220 554 | 5 299 520 897 |
| 57- CAPITAL ET DOTATION | 29 387 897 104 | 25 799 803 458 |
| 58- REPORT A NOUVEAU | -18 352 210 0099 | -19 423 695 754 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (BENEFICE) | 385 343 437 | 1 071 485 655 |
| | | |
| TOTAL | 32 621 417 213 | 22 763 545 171 |

5.2.2.- Comptes de résultats au 31/12/14

| CHARGES | Exercice 2014 | Exercice 2013 |
|--|----------------------|----------------------|
| ELEMENTS | MONTANTS | |
| 60- CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 172 396 929 | 174 499 092 |
| 601- Charges sur opérations de trésorerie et op interbancaires | 162 728 804 | 168 670 036 |
| 603- Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses | 0 | 1 878 689 |
| 606- Charges sur opérations de change | - | - |
| 608- Charges sur prestations de services financiers | 9 668 125 | 3 950 367 |
| 609- Autres charges d'exploitation bancaires | - | - |
| 61- ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS | 62 093 241 | 60 954 381 |
| 611- Achats | 62 093 241 | 60 954 381 |
| 62- AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION | 1 106 946 579 | 1 062 544 041 |
| | | |
| 64- CHARGES DE PERSONNEL | 783 563 107 | 790 445 786 |
| 641- Salaires et traitements | 783 563 107 | 790 445 786 |
| 66- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES | 372 794 507 | 926 014 867 |
| 661- Dotations aux amortissements des immobilisations | 311 925 880 | 262 552 084 |
| 667- Dotations aux provisions pour risques et charges | 50 000 000 | 663 462 783 |
| 67- CHARGES EXCEPTIONNELLES ET PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS | 3 004 511 | 89 641 434 |
| 671- Charges exceptionnelles | 0 | 0 |
| 672- Pertes sur exercices antérieurs | 3 004 511 | 89 641 434 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 385 343 437 | 1 071 485 655 |
| TOTAL | 2 500 798 874 | 3 104 099 601 |



| PRODUITS | 2014 | 2013 |
|---|----------------------|----------------------|
| ELEMENTS | MONTANTS | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 1 302 975 002 | 1 251 070 967 |
| Produits sur opération trésor et opération Interbancaire | 598 164 724 | 374 355 755 |
| Produits sur titre et opé Diverses | 65 094 033 | 95 005 726 |
| Produits sur valeurs immobilisées | 45 000 000 | 45 000 000 |
| Produits sur opérations du hors bilan | 542 449 095 | 554 400 020 |
| Autres Produits d'Exploitation Bancaire | 52 267 150 | 182 309 466 |
| REPRISE D'AMORTISSEMENT, PROVISION ET RECUPERATION SUR CREDITS DOUTEUX | 1 376 801 656 | 2 549 771 676 |
| Reprise d'amortissement des immobilisées | 1 346 704 821 | 0 |
| Reprise de provision pour risque et Charges | 30 096 835 | 2 549 771 676 |
| PROD EXCEPT ET PROFIT SUR EXO ANT | 206 365 653 | 374 742 613 |
| Produits exceptionnels | 171 198 391 | 209 897 119 |
| Profits sur exercices antérieurs | 35 167 262 | 164 845 494 |
| TOTAL | 2 886 142 311 | 4 175 585 256 |

**I – RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2014**

**Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs du FAGACE,
Messieurs les Gouverneurs,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil des Gouverneurs, et conformément à l'article 29 alinéa 2 du « Règlement financier », nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur :

- L'audit des états financiers de synthèse du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) tels qu'ils sont joints au présent rapport, ainsi que le contrôle de la conformité de la comptabilité aux lois et règlement en vigueur ;
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi, relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Les comptes ont été préparés par la Direction Générale. Notre responsabilité est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers de synthèse.

1.1 Opinion sur les états financiers de synthèse

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers de synthèse sont, au regard des règles et principes comptables et des dispositions du « Règlement Financier », réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique au 31 Décembre 2014.

1.2 Vérification et information spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession aux vérifications spécifiques prévues par la loi.


Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance entre les états financiers et les informations contenues dans le rapport de la Direction et dans les documents adressés aux membres du Conseil d'Administration, du Conseil des Gouverneurs, sur la situation financière et les états financiers du Fonds au 31 Décembre 2014.

Cotonou, le 29 Avril 2015

Mamadou DIEYE


CABINET SOFIREX
SOFIREX S.A.
TE FIDUCIAIRE DE REVISION
D'EXPERTISE COMPTABLE
Le Président

CABINET SYECA


Cabinet SYECA
Synergie Experts Consultants Associés
01 BP 623 COTONOU - BENIN
TEL : (229) 21 32 65 63 / 97 03 48 10



FAGACE

UNE INSTITUTION FINANCIÈRE INTERNATIONALE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Siège :

298, Boulevard CEN-SAD Rue 12 044
01 BP 2045 RP COTONOU (BENIN)
Tél. : (+229) 21 30 03 76 /21 30 08 77
Fax : (+229) 21 30 02 84
E-mail : courriel.fagace@le-fagace.org
: fagace_dg@yahoo.fr

Représentation Régionale en Afrique Centrale :

Immeuble CNPS 4ème étage, Bonanjo,
Douala- CAMEROUN
Tél. : (+237) 233 43 75 41
Fax : (+237) 233 45 01 61
E-mail : fagace.rrac@le-fagace.org
: fagacerrac@yahoo.fr

Bureau de représentation au Rwanda :

RSSB TOWER II, KIGALI,
DISTRICT DE NYARUGENGE , 4^{ème} Côté B.
African union Boulevard, KYOVU.
Po Box :1378
Tel. : 00250 781 074 031



FAGACE

UNE INSTITUTION FINANCIÈRE INTERNATIONALE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE